

United Nations



Nations Unies

United Nations Integrated Peacebuilding Office
in the Central African Republic

BINUCA

Bureau Intégré des Nations Unies pour la
Consolidation de la Paix en République
Centrafricaine

**Verbatim de la conférence de presse conjointe du Représentant spécial
du Secrétaire général de l'ONU en RCA et Chef du BINUCA, le Général
Babacar Gaye, du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général,
Coordonnateur résident et Représentant résident du PNUD, Georg
Charpentier, et du Coordonnateur humanitaire, Abdou Dieng**

Mercredi 26 mars 2014

Le Général Babacar Gaye :

Mbi bara ala koue (bonjour à tous) !

Merci d'avoir répondu à notre invitation en cette journée pluvieuse. Vous vous souviendrez que j'avais terminé les propos liminaires de ma dernière conférence de presse en vous disant que la communauté internationale était au chevet de la Centrafrique mais qu'il fallait maintenant que les Centrafricains soient au chevet de leur propre pays. C'est également le message que le médiateur de la crise centrafricaine, le Président Sassou Nguesso, a délivré lors de la dernière réunion du groupe international de contact. Il a dit, je le cite, « *face au naufrage collectif d'une nation, personne ne peut s'exonérer de ses responsabilités* ». Aujourd'hui, à quoi assistons-nous ? Nous assistons à une détérioration grave de la situation sécuritaire et de la situation sociale dans ce pays. Les domiciles d'autorités de la transition ont été attaqués et détruits, sans motif acceptable, parfois avec l'aide des populations voisines. Des soldats des forces internationales (Misca et Sangaris), dont je salue ici l'action inlassable, on fait l'objet d'attaque par des groupes armés. Ce qui est très grave pour des soldats mandatés par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Des hommes, sur la base de leur confession, ont été attaqués en pleine ville, sans motif autre que celui de leur appartenance apparemment à une confession. Des communautés entières sont assiégées et n'ont d'autres possibilités que de chercher à se défendre. Des personnels du système des Nations Unies ont vu leurs véhicules fouillés et certains d'entre eux, sur des bases confessionnelles, menacés de mort. Voilà la situation qui aujourd'hui prévaut à Bangui et dans l'intérieur du pays. Au nom du Secrétaire général des Nations Unies, je voudrais appeler les populations centrafricaines, les notables, les chefs religieux, les élites et les dirigeants de ce pays à se ressaisir. Il ne faut pas que les Centrafricains soient aveuglés par la haine et hypothèquent l'avenir de leur pays. Je le demande aux anti-balaka et à tous ceux qui agissent sous le couvert de ce nom. Je sais qu'il y a beaucoup de gens qui utilisent ce nom pour faire beaucoup d'exactions et beaucoup de violations mais je demande à tous de prendre la seule décision courageuse qui est celle d'arrêter toutes les opérations à Bangui et à l'intérieur du pays. C'est la seule décision courageuse. Je demande à tous les groupes armés de rédiger leurs cahiers de charge et de se tenir prêts à répondre à l'appel des autorités de la Transition pour une discussion avec elles. Je demande aux autorités de la Transition de prendre toutes les dispositions pour l'ouverture d'un dialogue politique destiné à examiner toutes les causes de l'instabilité de ce pays, à

passer en revue toutes les conclusions des précédents dialogues afin d'élaborer une plateforme qui constituera la base d'un acte d'engagement de tous les acteurs politiques pour l'avenir de ce pays. Je le répète, ce pays va vers un naufrage dont il risque de ne pas se remettre si un sursaut national n'intervient pas. Il faut que la spirale de la violence s'arrête.

Je passe la parole à M. Charpentier et à M. Dieng.

Le Représentant spécial adjoint, Georg Charpentier :

Je voudrais brièvement ajouter, comme élément d'information, qu'au courant de ce mois de mars, les Nations Unies ont mis en place un mécanisme de recueil et de déboursement rapide de fonds, dans le but d'accélérer les engagements qui ont été faits par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies. En effet, le constat est qu'il est difficile de concrétiser des engagements financiers pris de part et d'autre au bénéfice de la Centrafrique et des Centrafricains. Ce mécanisme a donc été mis en place pour faciliter le recueil de ces fonds et leur déboursement rapide. Je voudrais aussi réitérer l'appel lancé par le Représentant spécial pour un arrêt immédiat des violences à Bangui et à l'intérieur du pays, puisque ces violences récurrentes ont aussi une incidence sur l'accès des fonds. Parler de réhabilitation ou de relance économique -ce dont la Centrafrique a énormément besoin en ce moment-, devient beaucoup plus difficile sinon impossible à réaliser dans des conditions où il y a quotidiennement des actes de violence comme c'est le à Bangui et à l'intérieur du pays.

Le Coordonnateur humanitaire, Abdou Dieng :

Mon intervention concernera le plan humanitaire. Comme vous le savez, nous bouclons aujourd'hui les 100 jours depuis que l'urgence a été déclarée en Centrafrique. Au mois de décembre 2013, la communauté humanitaire avait déclaré le niveau 3 de l'urgence en Centrafrique. Ce niveau est le plus élevé [dans la classification], et correspond à celui de la Syrie et du Soudan du Sud. C'est vous dire combien la communauté humanitaire est préoccupée par ce qui se passe aujourd'hui en Centrafrique. 100 jours après où en sommes-nous ? Comme l'a souligné le Représentant spécial, la violence continue, ce qui provoque des conséquences extrêmement graves sur les populations civiles. Nous avons en face un problème de protection des civiles qui nous préoccupe tous les jours. 100 jours après nous avons 600.000 personnes qui sont déplacées, c'est-à-dire des gens qui devraient être chez eux et qui n'y sont pas. Nous avons plus de 300.000 personnes qui ont fui le pays pour se réfugier dans les pays limitrophes. Nous avons plus de 100.000 personnes qui vivaient ici et comme des migrants, qui ont dû quitter le pays. Le compte fait plus d'un million de personnes. A côté de cela, nous avons environ 2.5 millions de Centrafricains qui ont besoin d'assistance.

Durant cette période, nous leur avons apporté de l'assistance, que ce soit dans le domaine de la sécurité alimentaire, de la santé, des abris, de la protection, de l'eau ou de l'assainissement. Comme vous pouvez le voir, la situation n'est toujours pas encore sous contrôle. Nous avons aussi remarqué une régionalisation de la crise. Cette crise a affecté les pays limitrophes, particulièrement le Cameroun et le Tchad, où il y a énormément de réfugiés. Cela pèse assez lourd sur ces pays. Je terminerai en parlant des financements. Pour faire face à cette crise, l'on avait demandé 550 millions de dollars pour assister les Centrafricains. A ce jour, nous avons reçu 113 millions. Il nous manque encore 400 millions, et je profite de cette occasion pour demander aux bailleurs de fonds, qui s'étaient engagés pour aider les Centrafricains, à apporter leurs contributions pour que l'on puisse aider les Centrafricains. Je terminerai en disant que la saison des pluies démarre, et vous connaissez un peu comment, pendant la saison des pluies, le ravitaillement de la

Centrafrique devient complexe. Tout ceci pour vous dire que la situation est encore très préoccupante.

Je vous remercie.

Questions/Réponses

Radio Notre Dame au RSSG: On a vu dans certains pays, comme en Côte d'Ivoire ou en RDC, l'armée nationale a été mise à contribution pour le rétablissement de la sécurité dans ces pays. Concernant la République centrafricaine, on a l'impression que la question de la reprise effective de l'armée nationale pose toujours problème. Pourquoi la RCA fait-elle exception lorsqu'il s'agit de mettre l'armée à contribution pour le rétablissement de la sécurité ?

Babacar Gaye : Je vous remercie pour cette question parce qu'elle me donne l'occasion de faire une mise au point par rapport à des déclarations récentes qui ont été faites sur cette contribution des forces de défense et de sécurité. Si vous vous souvenez, dans cette salle, j'ai évoqué que la difficulté majeure de la Misca et de Sangaris pour sécuriser Bangui et le pays résidait dans l'absence de deux chaînons manquants dans la chaîne sécuritaire : la Police et la Gendarmerie, et la Justice centrafricaine. J'en profite pour vous faire savoir que dans la semaine à venir, nous allons exprimer notre soutien et notre confiance au Gouvernement de Transition dirigé par le Premier ministre, André Nzapayéké, sous l'autorité de la Chef de l'Etat, Mme Catherine Samba-Panza. Nous allons remettre au Gouvernement centrafricain des matériels, et nous allons présenter des travaux pour une valeur d'un milliard 250 millions de FCFA au profit de la Police et de la Gendarmerie. Il y aura 11 véhicules donnés pour chacun des commissariats de Police et de brigades de Gendarmerie de Bangui. Il y aura aussi du mobilier, du matériel électronique, et nous allons rénover ces brigades et ces commissariats. Nous sommes donc tout à fait partisans de la participation des forces de défense et de sécurité, à commencer par la Police et la Gendarmerie. S'agissant des Forces Armées centrafricaines, chacun sait les difficultés à laquelle ces forces ont été confrontées. Chacun sait aujourd'hui aussi la situation difficile dans laquelle ces forces se trouvent. Il est clair qu'un des chantiers majeurs de ce pays est celui de la reconstruction d'une armée républicaine, représentative de la Nation comme l'a dit le Conseil de sécurité. C'est un chantier difficile qui doit être parmi les questions à discuter dans le dialogue politique que nous avons appelé de tous nos vœux. Nous sommes partisans qu'il y ait une remise sur pied rapide de la Police et de la Gendarmerie, de ce qu'il y ait une remise sur pied de l'armée dans des conditions à discuter et à faire de manière à ce qu'elle contribue à une stabilité durable du pays.

Radio ESCA au RSSG: Ma question est de savoir quand procèdera-t-on effectivement au désarmement du quartier Km5 par rapport à la Résolution 2127, concernant le mandat de la Sangaris et de la Misca, parce que ce secteur constitue le poumon économique du pays. J'interviens aussi par rapport à quelques dérapages du côté de la Misca qui ne fait pas son travail comme il se doit. Ils devraient être des forces d'interposition mais ils sont parfois à l'origine des tristes derniers évènements. Tout à l'heure, vous n'aviez pas fait mention des Séléka qui sont aussi, d'une part, responsables des violences actuelles, qu'en dites-vous ? Le Président sortant, Michel Djotodia, avait déjà dissout la Séléka mais à ce jour la communauté nationale et internationale continue de parler de la Séléka. De quelle Séléka s'agit-il ?

Babacar Gaye : La communauté internationale parle à partir des réalités qu'elle observe sur le terrain, quels que soient les noms qu'on donne à ces réalités. Pour l'instant, le nom que nous donnons à la Séléka est ex-Séléka. Vous-même venez de me dire pourquoi je n'ai pas parlé de la Séléka, c'est qu'ils existent. Nous ne pouvons pas ignorer leurs réalités mais

nous les appelons ex-Séléka. Je n'ai pas évoqué la Séléka parce que dans les violences que nous observons aujourd'hui, elle a sans doute une responsabilité mais elle n'est pas aujourd'hui, à Bangui, un acteur majeur de ces violences. Peut-être qu'à l'intérieur du pays elle peut encore exercer certaines formes de violences dans les zones qu'elle contrôle, mais elle n'est pas aujourd'hui un des acteurs de ce que nous voyons à Bangui. Vous dites que la Misca est une force d'interposition mais en même temps vous faites référence à son mandat pour désarmer les populations. La Misca est-elle une force d'interposition ou a-t-elle un mandat de désarmement ? Le mandat qu'elle a reçu du Conseil de sécurité est un mandat en 4 volets, à savoir la protection des populations, la restauration de l'autorité de l'Etat, la contribution au DDR et à la réforme de l'armée et enfin celui de créer un environnement qui soit propice à la délivrance de l'assistance humanitaire. Par rapport aux violences au Km5, je viens de réagir en appelant à ce que chacun se ressaisisse, que les anti-balaka cessent les violences, que ceux qui ne sont pas contents présentent leur cahier de charge et que cela soit discuté dans le cadre d'un dialogue politique. C'est cela la solution actuellement, elle n'est pas la vindicte contre une communauté. Il faut que toutes les communautés aient leurs places dans un pays dont l'intégrité territoriale sera respectée. C'est ce à quoi nous appelons.

Le Journal Agora au RSSG: Je me suis rendu compte que le pic de ces derniers jours est dû au fait que les gens sont toujours armés. Des civiles sont armés et s'attaquent aux deux communautés (chrétienne et musulmane). Face à cette situation, ne faut-il pas accélérer la mise en œuvre du processus du DDR ? Vu qu'il est actuellement question d'accélérer le décaissement des fonds en faveur de la République centrafricaine, ne faut-il pas apporter votre contribution dans ce sens pour que les hommes armés soient maîtrisés et mis hors d'état de nuire. Par ailleurs, le Coordonnateur humanitaire vient de dire que nous bouclons les 100 jours du programme d'urgence humanitaire. Etant donné le bilan peu satisfaisant, que comptez-vous faire pour palier la misère dans le pays ?

Babacar Gaye : Le DDR n'est pas un processus de désarmement forcé mais un processus de désarmement volontaire. Cela signifie qu'il doit être précédé d'un accord politique entre les autorités et les groupes qui détiennent des armes et qui sont éligibles au DDR, laquelle éligibilité est à discuter entre les autorités et ceux qui financeront le DDR. C'est à la suite de cet accord politique que le désarmement interviendra, la démobilisation et la réinsertion dans les communautés d'origine. Raison pour laquelle, dans mes propos liminaires, j'ai appelé à l'ouverture de ce dialogue politique.

Georg Charpentier : Concernant les financements, nous faisons tout notre possible pour mobiliser au plus vite le financement lié à la stabilisation de la situation sécuritaire que l'on peut appeler DDR. Je voudrais faire un commentaire parce que je vous ai entendu parler de musulmans et de chrétiens. Personnellement je pense que c'est une connotation erronée de la crise, et il faut se rendre à l'évidence que ceux qui commettent les violences aujourd'hui sont des criminels et il ne faut pas les targuer d'une connotation religieuse. Cela devient une distraction confuse et dangereuse.

Abdou Dieng : On a déjà fait le point sur les 100 jours parce que lorsque le niveau 3 avait été déclaré, c'était pour 3 mois. Après l'avoir passé en revue, la communauté humanitaire a décidé de faire une extension de cette période non pas de 3 mois mais pour 6 mois allant jusqu'au 15 septembre. Pendant ce temps nous allons continuer à assister les populations affectées par la crise. Comme disait le Représentant spécial, la solution réside dans l'arrêt des violences. Il faut sécuriser ce pays et que tout le monde rentre chez soi et reprenne ses activités économiques ou sociales. Le reste, tant qu'il y aura des populations qui vont souffrir de cette crise, la communauté humanitaire viendra à son chevet. Il faut arrêter les violences et se mettre sur des projets de développement et permettre aux paysans, la majeure partie de la population qui s'adonne à l'agriculture, de ne pas rater la saison

agricole en cette période de saison de pluies. Si on manque cette saison agricole, cela veut dire qu'il faut encore toute une année de dépendance sur l'aide extérieure et il faut tout faire pour l'éviter en donnant des semences à des paysans pour permettre de pouvoir travailler mais la sécurité est la condition sine qua non pour y arriver.

VOA au RSSG: Il était prévue cette semaine une cérémonie de lancement officiel du processus de réconciliation nationale mais cette cérémonie a été annulée ou reportée. Pensez-vous qu'il y a eu assez de progrès dans la réalisation du processus de réconciliation ?

Babacar Gaye : Il y a une très claire conscience depuis le plus haut niveau de l'Etat jusqu'aux échelons communautaires d'un besoin de réconciliation et cela se traduit en une volonté politique clairement affirmée pour agir dans le domaine de la réconciliation. La première observation est que toutes les initiatives seront les bienvenues, qu'elles proviennent du parlement, des organisations non gouvernementales, des jeunes, elles sont les bienvenues. Deuxièmement, le gouvernement doit définir une stratégie pour cette réconciliation et dans laquelle chacun trouvera sa place. Laquelle stratégie pourra également attirer les financements de toute la communauté internationale qui, comme je vous le disais, est au chevet de la RCA. La dernière observation, en attendant la finalisation de cette stratégie et sa présentation au sein des différentes instances et sa dissémination au sein de la population, toutes les entreprises actuelles, même si elles n'apparaissent pas tout à fait coordonnées, sont à encourager. Je puis vous assurer que ce report de la cérémonie ne remet pas en cause la volonté politique mais apparaît comme la volonté d'amener la stratégie à une meilleure maturation avant sa présentation.

Radio Ndeke Luka au Coordonnateur humanitaire : Je voudrais vous signaler que certains observateurs ont remarqué que l'aide humanitaire peine à arriver dans certaines régions de la RCA.

Abdou Dieng : En général, l'aide humanitaire arrive aux populations auxquelles elles sont destinées. Il y a des endroits dans le pays qui sont difficiles d'accès et il y a des endroits du pays où l'insécurité qui y règne fait que l'acheminement de l'aide devient problématique. Ce qui me ramène à ce que je disais tantôt et que le Représentant spécial disait aussi, il faut l'arrêt des violences de façon à ce qu'on puisse accéder à toutes les populations qui ont besoin de notre aide. Vous avez remarqué que dans les derniers jours il y a eu des attaques ciblées sur les humanitaires. Cela est aussi inacceptable. Des gens qui sont là pour aider les Centrafricains et qui se font attaquer, vous comprendrez que cela n'arrange pas les choses et nous en appelons, encore une fois, à l'arrêt de toutes ces violences aussi bien contre les civiles que contre les humanitaires.

Associated Press au RSSG: Par rapport à ce que vous venez de développer, la milice anti-balaka constitue un obstacle, quelle mesure préconisez-vous pour maîtriser cette milice et pour arrêter la spirale de violence ?

Babacar Gaye : Je crois avoir répondu à votre question dans mes propos liminaires dans la mesure où j'ai dit qu'il fallait d'abord que ceux qu'on appelle aujourd'hui les anti-balaka et qui recouvrent plusieurs réalités cessent leurs opérations. Attaquer la maison d'une autorité qui a été tout à fait régulièrement élue, détruire sa maison, est un acte que rien ne justifie. S'il y a des revendications, ce n'est pas de cette manière qu'il faut les exprimer. Deuxièmement j'ai dit qu'il fallait que la Nation centrafricaine, dans toutes ses composantes, se ressaisisse sur cette question et qu'il fallait que le gouvernement ouvre un dialogue politique pour que toutes ses causes d'instabilité soient étudiées cela veut dire que, contrairement à ce que vous pensez, ce n'est pas sur la communauté internationale que je compte mais je compte sur les Centrafricains pour être au chevet de leur pays. Nous sommes là pour les accompagner.

Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme au Coordonnateur humanitaire: La saison des pluies actuelle a rendu très difficile la situation de la population sur les sites des déplacés. Avez-vous pensé à renforcer les programmes ?

Abdou Dieng : Normalement, personne ne devrait vivre sur des sites. Avant le 05 décembre, tous les Centrafricains vivaient chez eux. On veut que les Centrafricains regagnent leurs domiciles et pour cela il faut, encore une fois, l'arrêt des violences. Les Centrafricains se retrouvent sur les sites à Bangui parce qu'ils ont peur. Ils ont peur d'être tués, ils ont peur d'être « machettés » comme on dit. On a pensé que peut être certains avaient vu leurs maisons pillées et qu'ils ne peuvent pas retourner pour le moment, nous sommes en train de travailler pour réhabiliter deux sites afin d'accueillir ces Centrafricains en attendant qu'ils puissent réhabiliter leurs maisons. La solution n'est pas de vivre sur des sites. Le site de M'Poko est un site invivable. Si les gens continuent à rester là pendant la saison des pluies, cela va être des maladies chroniques comme le choléra, ce qui sera encore une autre catastrophe humanitaire à laquelle la Centrafrique va faire face. Encore une fois, il faut l'arrêt des violences pour que les gens puissent tranquillement retourner chez eux. Pour ceux qui ne pourront pas réhabiliter leurs maisons, il y a des solutions transitoires qui sont prévues.

FIN